

Unité départementale du Finistère

Quimper, le 30 novembre 2022

Références : ENV-D-22.0482

Code AIOT : 0005502480

Affaire suivie par : Fabienne DAOUDAL

Téléphone : 02.90.08.55.55

Courriel : ud29.dreal-bretagne@developpement-durable.gouv.fr

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 21/11/2022

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SA LE ROUX

29710 LANDUDEC

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/11/2022 dans l'établissement SA LE ROUX implanté MOULIN DE FONTEYOU 29710 GOURLIZON. L'inspection a été annoncée le 02/11/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SA LE ROUX
- MOULIN DE FONTEYOU 29710 GOURLIZON
- Code AIOT : 0005502480
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société LE ROUX exploite à GOURLIZON une carrière d'extraction de granite.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- vérification de la mise en oeuvre des prescriptions de l'arrêté d'autorisation délivré le 5 mai 2021 et notamment : création d'aménagement pour la biodiversité, création de talus, autosurveillances des eaux de surface et eaux souterraines, émissions sonores.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle.

Leur synthèse est la suivante :

La fiche de constats suivante est susceptible de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
12	Prévention des risques - Ressource en eau	Arrêté Préfectoral du 07/06/2021, article 7.3.1.3

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
1	Aménagements paysagers	Arrêté Préfectoral du 07/06/2021, article 2.3.1
2	Biodiversité	Arrêté Préfectoral du 07/06/2021, article 2.3.2
3	Stabilité des fronts de taille	Arrêté Préfectoral du 07/06/2021, article 2.5
4	Retombées de poussières	Arrêté Préfectoral du 07/06/2021, article 3.4
5	Ouvrages de collecte et traitement	Arrêté Préfectoral du 07/06/2021, article 4.2.3
6	Valeurs limites rejets	Arrêté Préfectoral du 07/06/2021, article 4.3.1
7	Fréquence d'analyses eaux de surface	Arrêté Préfectoral du 07/06/2021, article 4.3.2
8	Effets sur les eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 07/06/2021, article 4.4.1
9	Paramètres et fréquence autosurveillance eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 07/06/2021, article 4.4.1.2
10	Prévention des nuisances sonores	Arrêté Préfectoral du 07/06/2021, article 6.1.3
11	Mesures périodiques des niveaux sonores	Arrêté Préfectoral du 07/06/2021, article 6.2.3

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Des constats effectués, il ressort que les conditions d'exploitation sont globalement satisfaisantes. La mise en oeuvre de la réserve en eau d'extinction incendie doit être effective dans un délai de trois mois.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Aménagements paysagers

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/06/2021, article 2.3.1
Thème(s) : Risques chroniques, Merlons et haies
Prescription contrôlée : Les merlons et haies sont créés dès l'hiver suivant la notification du présent arrêté, au minimum 5 saisons pleines (printemps et été) avant l'arrachage des anciennes haies. Ces haies sont accompagnées d'éléments végétaux type bandes enherbées.
Constats : L'exploitant a informé l'inspection des installations classées de la mise en œuvre de ces aménagements par courrier du 7 janvier 2022. L'inspection a constaté l'existence de ces aménagements et l'évolution de la pousse des haies. L'arrachage des haies prévu dans le cadre de l'extension de la carrière ne pourra être réalisé qu'à partir de janvier 2027.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Biodiversité

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/06/2021, article 2.3.2
Thème(s) : Risques chroniques, Biodiversité
Prescription contrôlée : Avec l'appui d'un écologue spécialisé, l'exploitant aménage : <ul style="list-style-type: none">- 2 sites favorables à la Vipère péliade, à des endroits qui ne devront plus être modifiés,- des sites favorisant la vie et la reproduction des amphibiens. La gestion de l'habitat de la colonie d'hirondelles de rivage est formalisée. (...)
Constats : Des fouilles archéologiques sont prévus sur plus d'un hectare du terrain concerné par les aménagements de sites favorables à la vipère péliade et aux amphibiens. Les travaux de fouille doivent commencer au printemps 2023 et durer trois mois. Les aménagements d'habitat ne pourront donc pas être réalisés avant 2ème semestre 2023. Concernant la colonie d'hirondelles de rivage, la protection de leur habitat a été formalisée par la pose d'une clôture empêchant l'accès au site colonisé. L'exploitant prévoit de renforcer la signalisation par des panneaux.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Stabilité des fronts de taille

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/06/2021, article 2.5
Thème(s) : Risques chroniques, Fronts de taille
Prescription contrôlée : Pour traiter les risques d'instabilité des fronts de taille en limite d'exploitation, l'exploitant met en oeuvre les mesures suivantes : <ul style="list-style-type: none">- Secteur Est : la partie haute altérée du front de taille Sud est purgée sur plusieurs mètres. Un piège à cailloux est mis en place en pied de front.- Secteur Ouest : la partie instable du merlon en extrémité Nord Ouest est purgée. La butée de pied est assurée par l'apport de remblais. Le piège à cailloux est maintenu au droit du front Nord Ouest.- Les zones d'instabilité à l'extrémité Est du filon argileux sont traitées par l'apport de remblais.
Constats : L'inspection a constaté : <ul style="list-style-type: none">- secteur Est et Ouest : la purge et le piège à cailloux sont réalisés- extrémité Est : l'apport de remblais est en cours.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Retombées de poussières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/06/2021, article 3.4
Thème(s) : Risques chroniques, Poussières
Prescription contrôlée : (...) L'exploitant établit un plan de surveillance des émissions de poussières et réalise les campagnes de mesures conformément aux dispositions de l'article 19 de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières.
Constats : Les campagnes de mesure ont débuté en septembre 2017, la dernière campagne a été réalisée en juillet 2022. Les modalités de réalisation des campagnes de mesure définies par l'article 19 de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié sont respectées. Les résultats montrent des valeurs conformes à la valeur limite de 500 mg/m ² /jour en moyenne annuelle glissante pour chacune des jauges.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Ouvrages de collecte et traitement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/06/2021, article 4.2.3
Thème(s) : Risques chroniques, Bassins de décantation
Prescription contrôlée : Les eaux d'exhaure sont collectées et décantées, avant rejet dans le milieu naturel. Le site dispose de 5 bassins de décantation. Les eaux d'exhaure en provenance de l'excavation Est rejoignent les bassins suivants : <ul style="list-style-type: none">- bassin n° 1 de 1 800 m³,- bassin n° 2 de 700 m³,- bassin n° 3 de 370 m³. Les eaux d'exhaure pompées (débit maximum de la pompe 40m ³ /h) en fond de fouille de l'excavation Ouest transitent par 2 bassins de décantation avant rejet au milieu : <ul style="list-style-type: none">- fond de fouille : estimé à 8 000 m³,- bassin n° 4 de 350 m³,- bassin n° 5 de 350 m³. Si une indisponibilité ou un dysfonctionnement des bassins est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées par le présent arrêté, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour interrompre tout rejet au milieu. (...)
Constats : L'inspection a constaté l'existence des 5 bassins de décantation en complément du fond de fouille. Un canal venturi est aménagé pour faciliter les prélèvements. L'exploitant a installé un débitmètre pour une mesure en continu du volume rejeté.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Valeurs limites rejets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/06/2021, article 4.3.1
Thème(s) : Risques chroniques, Suivi rejets eaux d'exhaure
Prescription contrôlée : Les eaux rejetées dans le ruisseau du Moulin de Fonteyou respectent les paramètres suivants mesurés sur un échantillon représentatif des rejets moyens d'une journée : <ul style="list-style-type: none">- PH compris entre 5,5 et 8,5- Température inférieure à 30 °C- MEST inférieures à 25 mg/l- DCO (2) inférieure à 125 mg/l- Hydrocarbures (HCT) inférieurs à 10 mg/l(1)
Constats : Depuis juillet 2021, les analyses sont réalisées dans le respect des fréquences et des paramètres imposés par l'arrêté préfectoral du 7 juin 2021. L'exploitant a présenté le bilan des autosurveillances réalisées depuis 2005. Les résultats montrent une stabilité des rejets sur tous les paramètres contrôlés.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Fréquence d'analyses eaux de surface

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/06/2021, article 4.3.2
Thème(s) : Risques chroniques, Fréquence analyses eaux d'exhaure
Prescription contrôlée : Le contrôle de la qualité des eaux rejetées dans le milieu naturel sera réalisé a minima pour les paramètres listés à l'article 4.31. et le volume rejeté tous les 3 mois. Le contrôle de la modification de couleur est réalisé tous les semestres.
Constats : Cf point de contrôle précédent.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Effets sur les eaux souterraines

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/06/2021, article 4.4.1
Thème(s) : Risques chroniques, Eaux sout
Prescription contrôlée : L'exploitant réalise une surveillance des eaux souterraines au moyen du réseau de piézomètres décrit à l'article 4.4.2. Une fois par an, l'exploitant vérifie le niveau des eaux souterraines au droit des puits P3 (KERHORRE) et P6 (KERDRONVAL).
Constats : L'exploitant a réalisé la surveillance des eaux souterraines au moyen du réseau de piézomètres décrit à l'article 4.4.2. Le niveau des eaux souterraines au droit des puits P3 et P6 a été réalisé en septembre 2021. Les puits étaient à sec.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Paramètres et fréquence autosurveillance eaux souterraines**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 07/06/2021, article 4.4.1.2**Thème(s) :** Risques chroniques, Eaux souterraines**Prescription contrôlée :**

L'exploitant fait analyser les paramètres suivants selon les fréquences définies au présent article.

Paramètres	Fréquences
Niveaux piézométriques	trimestrielle
pH	annuelle*
Conductivité	annuelle*
Chlorures	annuelle*
Sulfates	annuelle*
Carbone organique total	annuelle*
Fluorures	annuelle*
Indice phénol	annuelle*
Métaux totaux (Pb+Cu+Cr+Ni+Mn+Cd+Hg+Fe+As+Zn+Sn)	annuelle*

Hydrocarbures	annuelle*
HAP	annuelle*
PCB	annuelle*
Composés volatils (benzène, toluène, éthylbenzène, o-xylène, xylène (méta-para))	annuelle*

* les campagnes seront réalisées alternativement en période de hautes eaux et basses eaux

Constats :

La première campagne a été réalisée le 15 juin 2021, en période de basses eaux, dans le respect de dispositions de l'article 4.4.1.2. Aucune anomalie n'a été relevée.

Le prélèvement suivant a été réalisé en octobre 2022, en période de basses eaux. L'exploitant est en attente des résultats d'analyse.

Un prélèvement a également été effectué en juillet 2021, en amont et aval du point de rejet pour le calcul de l'indice I2M2. Les résultats font état d'un très bon état écologique du cours d'eau en amont et en aval.

Type de suites proposées : Sans suite**Proposition de suites :** Sans objet

N° 10 : Prévention des nuisances sonores

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/06/2021, article 6.1.3
Thème(s) : Risques chroniques, Bruit aménagements spécifiques
<p>Prescription contrôlée : Les aménagements sont conformes aux aménagements prévus au dossier.</p> <p>ZER KERHORRE : Le merlon existant sur la limite sud, au droit de la ZER KERHORRE est prolongé en fonction du phasage de l'exploitation.</p> <p>ZER CREAC'H GOALER : Un stock de matériau d'au moins 4 m de hauteur est positionné en limite Nord de la plate-forme de manutention de la chargeuse. Le choix de l'aménagement destiné à réduire les nuisances sonores est défini par l'exploitant.</p> <p>ZER KERDRONVAL : Le choix de l'aménagement destiné à réduire les nuisances sonores est défini par l'exploitant. L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées : - le descriptif du dispositif retenu, - la date de mise en œuvre, - l'avis des riverains. L'aménagement doit être mis en œuvre pour le 31 décembre 2021.</p>
<p>Constats : Les aménagements au droit des ZER KERHORRE et CREAC'H GOALER seront réalisés au démarrage de l'exploitation de l'extension d'ici 4 à 5 ans.</p> <p>Concernant l'aménagement prévu au droit de la ZER de KERDRONVAL, l'exploitant a mis en œuvre les aménagements suivants en décembre 2021, en accord avec les riverains : - le gueulard (arrivée des matériaux) du concasseur a été caoutchouté, - des chenilles en caoutchouc ont été mises en place dans la trémie de réception. Les mesures des émissions sonores réalisées après mise en place de ces aménagements montrent un retour à la conformité (cf point suivant).</p> <p>A noter que le concasseur sera déplacé à moins de 15 mètres d'ici 3 à 4 ans, évolution devant réduire la propagation des émissions sonores de l'installation.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 11 : Mesures périodiques des niveaux sonores

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/06/2021, article 6.2.3
Thème(s) : Risques chroniques, Mesures émissions sonores
Prescription contrôlée : Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée un an au maximum après la mise en service de l'installation puis tous les ans, en période de fonctionnement du concasseur. Les résultats des mesures réalisées sont transmis au préfet dans le mois qui suit leur réception avec les commentaires et propositions éventuelles d'amélioration.
Constats : Les mesures des émissions sonores réalisées le 19 octobre 2021 à l'issue de la mise en œuvre des aménagements prévus au point précédent montrent un retour à la conformité des émissions sonores, en limite de propriété et en ZER.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 12 : Prévention des risques - Ressource en eau extinction incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/06/2021, article 7.3.1.3
Thème(s) : Risques chroniques, Ressource en eau extinction incendie (REI)
Prescription contrôlée : Le site est équipé d'une réserve en eau de 120m ³ au moins. Les modalités d'aménagement de la réserve en eau doivent être validées par le service prévention du SDIS. La réserve en eau est installée avant mise en service de l'installation.
Constats : L'exploitant indique à l'inspection qu'un des bassins de décantation sert de réserve incendie. Une plateforme stabilisée a été réalisée qui a été validé lors d'une visite du SDIS qui n'a toutefois produit aucune décision écrite. L'inspection des installations classées a demandé à l'exploitant de saisir à nouveau le SDIS pour obtenir une validation écrite de l'aménagement réalisé.
Observations : Post inspection, par courriel du 29/11/2022, l'exploitant a transmis à l'inspection l'avis du SDIS en date du 23/11/2022 qui ne valide pas l'aménagement réalisé mais préconise l'installation d'une réserve d'eau incendie de 120 m ³ et précise les modalités de mise en œuvre de l'aménagement qui devra faire l'objet d'une validation par le SDIS. La société LE ROUX a lancé les demandes de devis.
Type de suites proposées : Susceptible de mise en demeure, délai de transmission des justificatifs de la mise en place de la REI de trois mois
Proposition de suites : Sans objet

